

(20 Octobre 1958)

Notre Parti et les prochaines Elections

Le caractère général des prochaines élections est très clair. De Gaulle veut exploiter son succès du 28 Septembre, ne pas donner trop d'animation politique dans le pays, avoir une Assemblée bien équilibrée qui lui permette de mieux jouer un rôle "d'arbitre".

A cet effet, la loi électorale - le scrutin uninominal à deux tours - est surtout un scrutin pour l'élection de "notables" de gens disposant de positions acquises localement indépendamment de leurs opinions politiques. Il évite de grands débats politiques, des blocages à l'échelle nationale afin de laisser le champ libre à toutes sortes de combinaisons à l'échelle des circonscriptions. Ajoutons en plus un découpage qui a été soigneusement fait pour faciliter l'élection de celui-ci ou de celui-là.

A tout cela, le gouvernement de Gaulle a ajouté une caution de 100.000 Frs pour une circonscription de 100.000 habitants, soit 30.000 à 40.000 électeurs.

Le scrutin à deux tours serait avantageux pour nous, puisqu'il nous permettrait de défendre notre programme au 1er tour et de nous désister au deuxième, ce qui est aussi un aspect de notre programme. Mais, avec le scrutin uninominal, dans une élection générale, ne présenter qu'un candidat c'est n'avoir aucune résonance. Il faudrait pouvoir se présenter dans 5 ou 6 circonscriptions bien choisies de la Région Parisienne pour se signaler politiquement, indépendamment du nombre des voix. Pratiquement cela nous est impossible. Nous devons donc renoncer à présenter des candidats nous-mêmes.

Dans ces conditions nous devons profiter des élections pour faire connaître nos positions et pour préconiser ceci aux électeurs :

Au premier tour :

Voter de préférence pour les candidats du P.C.F.

Il n'y a pas pour nous de supériorité programmatique par rapport aux candidats du PSA (ou éventuellement de l'UGS), mais au point de vue des ouvriers, le vote PCF a un sens de classe plus accusé. En aucun cas nous n'appelons à voter pour un candidat ayant lui-même l'étiquette Union des Forces Démocratiques.

.../...

Au deuxième tour :

Nous sommes pour le désistement en faveur du candidat ouvrier le plus favorisé. Donc en aucun cas pour un radical, même mendésiste.

Nous envisageons pratiquement :

- UN TRACT A ASSEZ FORTE DIFFUSION DANS LA 1^{re} QUINZAINE DE NOVEMBRE
 - ACCORDER DANS LE NUMERO DE NOVEMBRE DE LA VERITE DES TRAVAILLEURS LA PLUS LARGE PLACE AUX PROBLEMES SOULEVES PAR CES ELECTIONS.
-

Pour nous permettre de faire l'effort maximum de clarification politique dans la période actuelle, de sortir le journal a un tirage beaucoup plus élevé, d'éditer des brochures..... et aussi de faire face aux lourdes amendes dont le Parti est frappé pour son action anti-colonialiste

NOUS AVONS UN BESOIN URGENT DE L'AIDE FINANCIERE DE TOUS NOS SYMPATHISANTS

Que chacun d'entre vous réserve une fraction de son budget mensuel pour l'aide et le soutien a l'action de la Section Française de la IV^e Internationale, et nous pourrons mieux aider un plus grand nombre de travailleurs a se réorienter dans la voie d'un renouveau du mouvement ouvrier en France.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS
64, rue de Richelieu Paris 2^e
C.C.P. PARIS 6965 68

Le discours de Thorez au CC du PCF

Le discours de Thorez au C.C. n'apporte pas d'arguments nouveaux par rapport à celui de Servin sur le résultat de la défaite du 28 Septembre, mais la place qu'il donne à certaines questions et l'accent qu'il leur accorde montrent que ce discours répond à deux préoccupations essentielles.

- a) dissocier le PCF du FLN auprès de cette partie de l'opinion petite bourgeoise et ouvrière qui a été effrayée par les moyens employés par le FLN, en vue également d'éviter une mise dans l'illégalité du PCF sous le prétexte qu'il serait associé au FLN.
- b) répondre par avance au problème d'une lutte intérieure au sein du PCF, lutte que Thorez considère comme inévitabile, et le faire pour armer l'appareil pour cette lutte. Probablement Thorez estime ou sait que cette lutte doit se prolonger jusque dans l'appareil.

THOREZ ET LE FLN

Thorez peut bien admettre "quelques défauts, quelques erreurs deci de là" dans l'action du parti, mais certainement pas en ce qui concerne l'Algérie, alors que de très nombreux militants communistes sont au contraire profondément convaincus que le parti n'a pas fait ce qu'il devait faire contre la guerre d'Algérie et ont plus ou moins le sentiment que là est la cause profonde de la victoire gaulliste.

Tout d'abord, Thorez s'en prend au FLN :

" Les méthodes employées par le FLN en France n'ont pas servi, il faut le dire très nettement, la juste cause du peuple algérien qui a toujours bénéficié de la compréhension et de l'appui politique des ouvriers révolutionnaires français".

Il faut souligner que, dans ce discours, Thorez ne dit pas un mot pour dénoncer les violences et la répression exercée contre les algériens en France ni pour appeler les travailleurs français à défendre leurs camarades algériens.

Thorez prétend que l'attitude du FLN "n'aide pas la classe ouvrière à comprendre les problèmes de l'Algérie". Il feint d'oublier que le FLN n'est pas une organisation marxiste, pas même une formation ouvrière, mais une organisation nationaliste.

Thorez fait le silence sur le mémorandum de la Fédération de France du FLN (Voir la Revue IV^e International, Avril 1958) dans lequel il est démontré que la direction du PCF n'a pas agi conformément aux principes léninistes dont elle se revendique, au contraire. C'est précisément cette carence du mouvement ouvrier français, cette trahison de ses directions qui ont empêché la classe ouvrière française de "comprendre les problèmes de l'Algérie" et qui ont ainsi entraîné certaines prises de position et actions du FLN.

Dans son discours, Thorez se permet une comparaison du FLN avec les socialistes révolutionnaires russes qui jadis ont eu recours à des méthodes terroristes. Si cette argumentation tenait vraiment, Thorez devrait l'appliquer au FLN également pour l'Algérie. Mais il se garde de le faire car cela paraîtrait trop nettement comme une aide à l'impérialisme français. La seule comparaison valable c'est avec la lutte de la Résistance pendant l'occupation allemande, mais on comprend que Thorez ne veuille pas faire une telle comparaison.

Inutile de dire que, pour les gouvernants français, les propos de Thorez et Feix contre le FLN ne compteront pas beaucoup le jour où ils voudront prendre des mesures répressives contre le PCF : la bourgeoisie n'est ni à une provocation ni à un faux près.

Il est bon de signaler, à propos de l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881, mentionné par Thorez dans son "argumentation" que Marx et Engels qui s'y connaissaient au moins autant que lui en matière de lutte de masse opposée à l'action terroriste - émirent alors l'espoir que cet assassinat annonçait la formation d'une " Commune Russe".

LA GUERRE D'ALGERIE

Thorez développe les arguments suivants :

La petite bourgeoisie et une partie de la classe ouvrière ont été contaminés par l'idéologie impérialiste, colonialiste; c'est à cela que se sont heurtées les "explications" que le parti a données sur la guerre d'Algérie. Un progrès avait été obtenu le 2 Janvier 1956, mais le PS a tourné le dos à ses engagements, et les masses ainsi ont été "troublées influencées".

Thorez sait qu'on reprochera dans le parti le vote des "pouvoirs spéciaux" du 12 Mars 1956; aussi entreprend-il une explication spéciale : " nous n'avons pas voulu subordonner le tout à la partie. Nous avons tenu compte des possibilités que nous avons encore de faire effort pour gagner les ouvriers socialistes à l'action commune".

.../...

Et il ajoute : " un mois et demi ou deux mois plus tard, nous émettions des votes différents.... Croyez vous qu'à partir du moment où nous avons voté, sur cette question comme sur d'autres, contre le gouvernement croyez vous que nous avons facilité notre travail pour gagner les ouvriers qui ne nous suivaient pas."

Autrement dit, on a voté pour les pouvoirs spéciaux afin de gagner les ouvriers socialistes à l'action commune; plus tard quand on a voté contre le gouvernement sur l'Algérie, cela n'a pas facilité le travail auprès des ouvriers qui ne suivaient pas le PCF.

Reprenons l'ensemble du raisonnement. Il est vrai qu'il y a dans les masses métropolitaines une contamination par l'idéologie impérialiste. Mais le PCF loin de l'avoir combattue, y a contribué quand il se prononça pour une "bonne union française", quand il disait que l'Algérie n'était qu'une "nation en formation" et il y contribue encore quand il parle de nouveaux rapports à établir entre une France capitaliste et les pays se libérant de la dépendance coloniale sur le plan étatique mais non sur le plan économique.

En outre, ce ne sont pas seulement les "explications" qui font avancer les masses, mais aussi et surtout l'action. Or, après le 2 janvier, il n'y a pas eu que la trahison de Mollet et le vote des "pouvoirs spéciaux", il y a eu - ce que Thorez et la direction du PCF oublient toujours de mentionner - les manifestations des rappelés à travers toute la France, les actions notamment de Grenoble et de Rouen que le PCF dénonça comme oeuvres de provocateurs. Même les gens contaminés par la propagande impérialiste se dressaient alors contre le départ pour l'Algérie. Si le PCF avait soutenu ces luttes, il aurait pu en même temps faire pénétrer ses "explications" antiimpérialistes dans les masses. En abandonnant ces manifestations et en les dénonçant comme oeuvres de provocateurs, en votant les pouvoirs spéciaux, la direction du PCF favorisait la trahison de Mollet et le développement de l'idéologie impérialiste.

Enfin l'argumentation de Thorez transforme le problème qui, à la suite du 28 Septembre, préoccupe les militants : il parle des ouvriers socialistes à gagner à l'action commune, alors qu'il faudrait expliquer les électeurs communistes perdus. La carence dans la lutte contre la guerre d'Algérie, le vote des pouvoirs spéciaux, n'ont pas seulement empêché de gagner des ouvriers socialistes, ils expliquent la perte des électeurs communistes.

Des remous intérieurs

"Nous voici au début d'une grande bataille idéologique, politique et d'organisation. Nous savons que des questions sont posées dans le parti, qu'il y aura des remous intérieurs, des tentatives oppositionnelles. Nous y ferons face avec fermeté et confiance".

"Ceux qui manquent de fermeté, les pleurnichards diront : "c'est la ligne, c'est la direction qui est en cause". Ils proposeront de faire

.../...

une autre politique, un autre parti".

Thorez en ces termes prévoit une grande lutte intérieure. Il ne fait probablement pas que la prévoir. Il sait qu'il y a des critiques qui se manifestent et probablement pas seulement à la base du parti.

En même temps nous voyons comment Thorez entend mener la lutte. Il sait que c'est à la fois la ligne et la direction du parti qui sont mis en cause ; il ne répond pas seulement ligne, politique ; il identifie direction du parti avec nature du parti.

A vrai dire, il y a dans cette façon d'opérer à la fois un truc et une vérité. Un truc en ce sens que Thorez veut amener les opposants à mettre en cause la notion de parti communiste, au profit d'un parti plus ou moins social-démocrate - ce qui lui assurerait par avance la victoire. Une vérité, en ce sens que son parti, ce n'est pas un parti communiste comme le croient beaucoup de militants, mais un parti stalinien où la direction décide et manie le parti grâce à un appareil.

Il est vrai que cette fois-ci Thorez est loin de manier les foudres contre les opposants, comme il le faisait dans le passé. Mais il accumule des caractéristiques pour les discréditer par avance : des hommes qui perdent pied, qui souvent n'ont rien fait... Il n'oublie pas évidemment en bon stalinien, de faire les amalgames indispensables à sa démonstration : Césaire, le libelle policier Unir...

Le Parti et les masses

" Le marxisme enseigne que le Parti peut et doit influencer sur ces rapports entre les forces de classe, sur leur évolution en éclairant, en organisant les masses instruites par leur propre expérience ; mais le Parti à lui seul ne peut abolir ces rapports de classes, ni les retourner, les faire aller dans l'autre sens".

Dans ces propos de Thorez, la vérité et le mensonge se cotoient sans cesse. Le parti révolutionnaire seul ne peut modifier les rapports de classe, cela dépend en premier lieu de ce qui se passe dans la classe et dans les masses. Mais la politique d'un parti qui dispose de la confiance des masses peut faire beaucoup plus qu'influer sur les rapports entre les classes ; elle peut être déterminante dans leur transformation dans un sens ou dans un autre au cours d'une période de crise sociale, selon que la politique du parti est juste ou non.

Mais, pour Thorez, l'histoire s'écrit simplement : quand il y a eu succès à gauche le 2 Janvier 1956, c'est grâce à la politique du parti qui a réussi à influencer d'autres partis et les masses ; par contre, ce qui s'est passé le 28 Septembre c'est la manifestation d'un rapport des forces défavorable au parti .

Il est d'ailleurs tout à fait remarquable de voir comment, tout au long de son intervention, Thorez se place sur une position propagandiste

.../...

seulement : le parti explique, les masses comprennent ou ne comprennent pas.

Et "l'explication", c'est en premier lieu l'attitude du groupe parlementaire.

Si les choses ne vont pas c'est de la faute aux masses :

" En 1928 nous avions 1.060.000 voix : nos électeurs étaient idéologiquement très proches de nous. Mais maintenant, nous en avons compte tenu du vote des femmes, cinq millions et demi : il y a dans ces conditions une marge d'électeurs qui sont moins familiarisés avec les principes du parti, qui subissent les fluctuations, qui sont sensibles aux pressions."

Cette phrase est très révélatrice de la pensée de dirigeants à la Thorez. Pour lui, il n'y a qu'une "fluctuation", une pression qui s'est exercée temporairement sur des gens peu attachés aux principes du parti. C'est donc un événement accidentel, conjoncturel. A aucun moment, dans son discours, il ne part de la constatation que le PCF avait depuis plus de douze ans une base électorale très peu fluctuante en dépit de fortes pressions à certains moments et que le 28 Septembre, ce n'est pas "une marge d'électeurs" - à moins que cette marge soit de l'ordre de 25% - qui a tourné et pas pour un moment seulement.

Pendant toute une période, Thorez répliquait aux opposants : voyez les ouvriers, ils votent en masse pour le parti. Aujourd'hui, les opposants peuvent retourner l'argument : voyez les masses d'ouvriers qui ont voté "oui" alors qu'ils votaient jadis PCF, voyez le recul du parti et de la CGT !

Une nouvelle majorité de gauche

Thorez, sur ce qui est fondamental dans la politique du PCF, à savoir une alliance avec une aile de la bourgeoisie, est immuable.

Tout d'abord, il se pose en défenseur de la Constitution de 1946, c'est-à-dire de la politique suivie à la Libération, le "produire d'abord", le "une seule armée, une seule police, un seul Etat".

C'est au nom de cette même politique qu'il défend les votes de Mai (à Pfmilin) que "quelques camarades... n'ont pas encore compris".

"Le coup du 13 Mai s'est produit, dit-il, alors que déjà se dessinaient les contours d'une nouvelle majorité de gauche, contours mis en évidence par la manifestation du 28 Mai... c'est cette crainte d'une majorité de gauche.... qui a amené les factieux à brusquer les événements".

Tout le crétinisme parlementaire dénoncé par Marx et Lénine, se manifeste là. Par des votes parlementaires, Thorez veut dessiner ou approfondir les "contours" d'une majorité parlementaire au moment où des régiments de paras, des forces de police, se moquent du parlement

.../...

et font trembler la majorité des parlementaires.

De la crise qui a fait sombrer le régime démocratique bourgeois sous un coup de force de l'armée, Thorez ne tire aucune autre conclusion/ qu'il faudra recommencer à rechercher des bourgeois avec lesquels il pourra avoir une "nouvelle majorité de gauche".

Thorez rejette ainsi toute idée de lutte pour le socialisme, de passage au socialisme comme objectif - c'est la démocratie bourgeoise et "l'élargissement" de cette démocratie qui sont les buts de sa politique.

" Dans le cadre de la nouvelle Constitution".

Mais, dans la nouvelle Constitution, le Parlement n'aura qu'un rôle étriqué, il ne ferait pas bon voir ce Parlement s'opposer au Président de la République. Là aussi, Thorez se montre conséquent à son crétinisme parlementaire :

" Nous considérons la Constitution comme foncièrement mauvaise... nous ne renoncerons pas à notre volonté de la faire modifier par le peuple souverain. Mais encore une fois nous tiendrons compte du fait qu'elle existe. Nous ne nous laisserons pas détourner de nos thèses de 1946, confirmées plus tard par notre XIVème Congrès, sur la possibilité des voies pacifiques pour le passage au socialisme, sur le rôle que peut jouer un véritable Parlement, expression de la souveraineté populaire et s'appuyant sur les masses."

La Constitution est un fait - nous le savons tous en ce sens que le Gouvernement dispose d'un certain nombre d'articles lui donnant des pouvoirs exorbitants et qu'il a commencé à se donner le droit de mettre des gens dans des camps de concentration par simple décision administrative, sans jugement. Mais, pour Thorez, c'est un fait qu'il veut "modifier" au moyen de la pression des masses. Jamais il ne met en avant l'idée d'une lutte révolutionnaire des masses. Au contraire, après le coup du 13 mai (qui a donné le vote du 28 Septembre) il insiste plus fortement sur les "voies pacifiques", sur le rôle d'un Parlement à cet effet.

Ces thèses, dit-il ont été confirmées par le XIVème Congrès du PCF! Mais, quand ont-elles été confirmées dans les faits ? Quand un Parlement, au lieu de capituler comme celui du 2 Janvier 1956, a-t-il permis un passage pacifique au socialisme ? Dans les faits, on a toujours vu le contraire. C'est aussi un Parlement de Gauche, celui élu en 1936 avec une majorité front populaire, qui a capitulé en 1940 devant Pétain.

Un silence de Thorez

Quand, dans son intervention, Thorez parle du PS, c'est du

.../...

parti de Guy Mollet qu'il s'agit. A aucun moment, il ne mentionne le PS autonome qui vient de se former.

Cet oubli de Thorez a de sérieuses raisons. Ce nouveau parti gêne toute sa démonstration. Il y avait des socialistes qui ne suivent pas Guy Mollet. Avec ce dernier on peut parler sans danger de front unique car on sait qu'il répondra négativement. Mais avec le PS autonome, c'est une autre histoire. Il ne répondra pas forcément non, mais il dira aux membres du PCF : regardez ce que nous avons fait chez nous. Au moment où Thorez s'attend à une lutte dans le PCF il sait que l'existence même de ce parti renforcera l'opposition. Pour la première fois depuis longtemps, précisément parce que la situation objective est grosse de périls, la réalisation du front unique avec un vrai parti social-démocrate est possible; il n'y a pas de droite socialiste et même rational socialiste qui pourra s'y opposer. Le gros obstacle désormais dans ces rapports PS autonome-PCF apparaîtra dans la direction du PCF elle-même, dans son stalinisme, dans son esprit manoeuvrier, dans la répulsion qu'elle a engendrée dans toute une partie de la classe ouvrière. Le silence de Thorez laisse présumer ce que sera la tactique du PCF à l'égard de ce nouveau parti; il s'efforcera de l'étouffer de l'assimiler à l'UGS dont l'influence ne peut être que minime sur les ouvriers communistes.

o o o

Le discours de Thorez, plus que le rapport de Servin, atteste que le PCF connaîtra dans la période qui vient une discussion intérieure ne/ dont on/peut toutefois pas préjuger les formes.

La direction tend naturellement à faire prévaloir sa politique et même à en renforcer le caractère opportuniste. Il faut faire jouer le "reflexe républicain" dit Thorez. Inévitablement la discussion doit mettre en lumière la divergence fondamentale : démocratie ou fascisme ou bien : socialisme ou pouvoir fort de la bourgeoisie.

Sur cette question essentielle, la plus décisive de toutes, il est bon de se rappeler que, dans le PCF et autour de lui, notamment chez des intellectuels communistes, cette question est partiellement en voie de clarification. Ainsi, on peut remarquer que, dans la revue "voies nouvelles", la critique à la direction Thorez porte sur la nécessité de montrer la voie française vers le socialisme et d'élaborer à cet effet un programme de transition. C'est un progrès considérable, même s'ils acceptent la conception des voies parlementaires.

Sur un deuxième point, celui des méthodes de lutte contre le régime de Gaule, sous une forme plus limitée, la direction se trouvera en difficulté auprès d'un nombre grandissant de militants, avec l'aggravation de la répression et l'accentuation du régime de l'Etat fort, notamment après les élections législatives. Après celles

.../...

ci et la réduction de la représentation parlementaire, la "théorie" des voies parlementaires aura un aspect ridicule.

Troisième question importante, celle du front unique avec le PS Autonome.

Enfin, la plus explosive des questions immédiates - les autres mentionnées plus haut étant les questions de fond - reste celle de la lutte pour la défense de la révolution algérienne.

Ainsi, à la différence de la discussion qui suivit le 20ème Congrès, ce n'est pas la question générale du stalinisme, mais les questions les plus fondamentales de la politique française qui se trouvent au coeur de la discussion présente - ce qui ne veut pas dire que la question du stalinisme ne reviendra pas sur le tapis.

Le rapport de Thorez cherche de prime abord à canaliser et dévier la discussion inévitable; mais les questions posées par les circonstances offrent une possibilité d'argumentation approfondie comme il n'y en a jamais eu dans le passé sur les problèmes fondamentaux de la politique communiste.

! De Gaulle, les élections et l'Algérie !

De Gaulle, en procédant apparemment à la démobilisation politique de l'armée, a décontenancé tout le monde :

- en Algérie, les ultras, ce qui a disloqué le Comité de Salut Public
- En France tous les "non" du 28 Septembre, y compris la direction du PCF, lui donnent sur cette opération leur soutien critique, peu critique même.

Cela semble se combiner avec des variations de la part du gouvernement provisoire algérien.

Quels sont les objectifs de de Gaulle ?

- 1 - Sur le plan des élections, il ne veut pas d'une Chambre déséquilibrée sur la droite. Pour jouer son rôle "d'arbitre" il veut conserver avec lui Soustelle, Pinay, Pflimlin et Guy Mollet. Le scrutin uninominal à deux tours est orienté dans ce sens. Mais il ne fallait pas que les CSP algériens fassent élire 70 députés ultras,

.../...

ce qui aurait perturbé les combinaisons et les résultats obtenus en France.

De Gaulle a obtenu le départ de l'armée des C.S.P. mais quels députés algériens aura-t-il en fin de compte ? Nul ne le sait pour le moment.

L'opération qui vient de se faire a en outre montré :

- a) que les groupements fascistes actifs sont réduits même à Alger.
- b) que le vrai danger dans ce sens, on le trouve dans l'armée (car le dernier mot n'est pas dit sur ce point) et dans l'activité de l'équipe Soustelle de Serigny qui a plié pour le moment devant de Gaulle mais qui prépare - comme l'a indiqué un article de Duverger dans "Le Monde" - une organisation clandestine derrière une façade politique assez large.

2 - Sur le plan de l'Algérie, à côté de son "plan de Constantine" qui n'ira pas loin, il y a certainement une tentative de trouver une sorte de solution politique. Sans vouloir entrer ouvertement en pourparlers avec le gouvernement provisoire algérien, il y a eu des contacts (on donne les noms de Farès et de Catroux). Est-ce pour permettre d'avoir des candidats algériens aux élections qui, une fois élus seraient des interlocuteurs valables ?

L'intervention de Bourguiba contre l'Egypte est en partie au moins un soutien d'une telle politique, une pression sur les dirigeants algériens.

C'est surtout cet aspect de la manoeuvre qui exerce un attrait sur la gauche - de Mendès France à l'UGS (voir l'article de Naville dans "Tribune du Peuple"). Pour ces démocrates petits bourgeois ou bourgeois il n'est pas difficile de "renoncer à l'indépendance". Mais pour les algériens le problème est tout autre. C'est pas seulement un mot. C'est une nécessité d'autant plus impérieuse qu'il y a un million d'européens qui ont des positions économiques dominantes et que, sans posséder sérieusement en mains l'Etat algérien, sans porter atteinte à ces positions économiques, ils ne connaîtront pas un véritable changement à leur sort.

Dans la politique de l'impérialisme français, telle que la mène de Gaulle, il y a à défaut du succès du " plan de Constantine" également une tentative de créer, par des transformations économiques, des couches sociales nouvelles, intéressées à ces développements, c'est-à-dire à une collaboration avec l'impérialisme.

Mais tout cela, comme nous l'avons souvent dit, se heurte à des difficultés énormes, à peu près insurmontables dans le cadre de la domination impérialiste. En Algérie, le problème brûlant, comme dans la plupart des pays coloniaux, c'est le problème de la terre. Il y a une masse paupérisée de près de 8 millions d'Algériens. Une industrialisation

.../...

ne peut en absorber qu'une proportion bien limitée dans les villes et dans l'industrie. Pour cette énorme masse, le plan de Constantine ne prévoit que 250.000 hectares, quelque chose d'insignifiant, sans parler des conditions fixées à la remise de ces terres.

Ceci dit, il est cependant possible que ce qui se manigance entraîne une sorte de plat dans la situation pendant une période dont de Gaulle profiterait en premier lieu.

Sur le plan économique, la récession commence à se faire sentir mais encore de façon limitée et dans quelques secteurs seulement.

C'est une situation que de Gaulle, tacticien consommé, exploite à fond pour obtenir des élections un Parlement bien équilibré de la droite à la gauche, les communistes se trouvant fortement réduits.

20.10.58

o o o

VIENT DE PARAITRE :

O U V A L A F R A N C E ?

de LEON TROTSKY

(Une Série d'articles de Trotsky écrits de 1934 à 1936 et qui sont d'une actualité brûlante à la suite des événements de mai 1958.)